

Les Situationnistes et l'autogestion

Au sens littéral, autogestion signifie gestion par soi-même, et ses postulats sont la suppression de toute distinction entre dirigeants et dirigés et l'affirmation de l'aptitude des hommes à s'organiser collectivement. L'autogestion ne se ramène ni à la participation, ni à la cogestion, ni au contrôle ouvrier, ni au mouvement coopératif. Souvent qualifiée d'utopie, l'autogestion exprime le principe de spontanéité opposé à l'autoritarisme; c'est pourquoi elle passe pour être une négation du pouvoir et de l'État. Cette nouvelle modalité des rapports économiques, politiques et sociaux veut être un moyen de promouvoir la cohésion, mais dans la diversité.

Il a souvent été fait référence à l'autogestion lors de bouleversements politiques et sociaux survenus à l'Est, après le schisme titiste, à l'occasion des soulèvements hongrois, polonais et tchécoslovaque. En France, l'idée d'autogestion a pris quelque consistance après mai 1968. Généralement, elle est apparue comme un mythe mobilisateur, celui de l'union des travailleurs, se chargeant diversement, selon les époques et les endroits, d'un contenu marxiste plus ou moins authentique.

L'autogestion a été initialement définie comme une nouvelle qualité du socialisme, affranchi du bureaucratisme, du centralisme, de l'étatisme, renouant avec certaines tendances du socialisme français et les idées de Fourier et de Proudhon, en réaction contre le « mensonge stalinien » (Gilles Martinet), qui a dévoyé le mot d'ordre de la dictature du prolétariat dans un type de socialisme qui voudrait tout faire pour le peuple, mais non pas en même temps par le peuple. L'aspiration autogestionnaire a servi de révélateur à l'inadéquation du style de gouvernement en vigueur, remettant aussi en cause l'atomisation de l'homme et de la société, s'attaquant aux impasses de la civilisation industrielle et à tous les antagonismes sociaux secrétés par elle.

Le clair-obscur idéologique offert par l'autogestion en tant que concept et le refus de considérer les résultats effectifs de sa concrétisation, ou l'ignorance manifestée envers ses ratés, ont été propices à bien des équivoques. Dès le début des années 1980, cependant, l'autogestion a disparu des discours politiques en France et les expériences autogestionnaires réalisées en Yougoslavie et en Algérie ont tourné à la catastrophe économique. Le concept lui-même semble s'être discrédité à la faveur de son opacité et à cause de ses échecs; même ses succès anciens apparents sont remis en cause et semblent rétroactivement contestables.

1. Théorie et philosophie de l'autogestion

Malgré une tradition déjà ancienne, depuis la Commune de Paris jusqu'à l'expérience (avortée) yougoslave, l'autogestion n'a cessé de susciter à la fois des espérances les plus débridées et des résistances farouches. Tout en révélant des aspirations profondes, elle a connu des échecs plus ou moins nets, qui hypothèquent ses perspectives, victime des contextes idéologiques, politiques ou historiques dans lesquels elle est apparue, notamment en Yougoslavie.

Tantôt conçue comme pure utopie, incapable d'entrer dans la pratique ou d'y être maintenue, tantôt arbitrairement liée à une spontanéité anomique, tantôt condamnée à dégénérer en technocratie, voire en bureaucratie, ou à ressusciter les méfaits du système capitaliste libéral, l'autogestion oscille au gré de ses contradictions entre le mythe et l'inefficacité. Comme l'a souligné Yvon Bourdet, dans *La Délivrance de Prométhée* : « Presque partout dans le monde, les systèmes séculaires de l'hétérogestion passent encore et toujours pour l'expression de la nature des choses et revendiquent une sorte d'éternité. » À charge, il est vrai, pour l'autogestion de prouver sa crédibilité en tant que système.

Avortées, dévoyées ou inachevées, les expériences algérienne, tchécoslovaque et surtout yougoslave attestent l'ancrage historique de l'autogestion en tant que mode de gestion de la production. Il est apparu clairement que l'autogestion ne saurait se réduire à l'organisation d'unités de production autonomes. Elle

suppose fondamentalement un système politique qui supprime toutes les dysfonctions de l'ensemble social. On ne saurait donc concevoir au niveau de l'entreprise qu'une autogestion articulée avec les autres sphères de la vie sociale (communes, consommateurs, plan). L'entreprise autogérée se présente alors comme un système complexe d'équilibres à la fois externes (autonomie politique, rapport plan-marché) et internes (système technique, rapports de pouvoirs).

Entre le spontanéisme et le centralisme

Toute approche de l'autogestion qui ne s'inscrit pas au cœur d'un projet politique d'ensemble risque de déboucher sur des réalisations purement sectorielles. Mais toute théorie politique de l'autogestion oscille entre deux extrêmes ruineux: le spontanéisme et la centralisation.

En droit, les théories de l'autogestion ne font que poursuivre l'effort réflexif de Rousseau, de Kant et de Hegel pour fonder l'harmonie des libertés rationnelles dans un ensemble historique et accomplir la démocratie, dont la manifestation bourgeoise reste formelle. Mais à moins de présupposer un accord préétabli des spontanéités, dont l'affirmation spéculative reste tenue en échec par les luttes réelles, il faut s'en remettre à la pratique libératrice des groupes politiques.

Les tentatives ponctuelles risquées pendant la révolution bolchevique, puis en Hongrie et en Pologne après la Seconde Guerre mondiale, ont rencontré des réactions centralisatrices hostiles, procédant elles-mêmes de l'enseignement de Lénine qui, dans *Que faire?*, s'en prenait à l'autogestion spontanée. Érigée en religion, elle se confond avec l'économisme, l'inconscience, le terrorisme et le suivisme. Mal insérés dans une révolution politique impréparée, les conseils ouvriers se sont, de fait, souvent enlisés dans des revendications de défense corporative et locale.

À l'inverse, la confiance exclusive dans l'appropriation collective des moyens de production a conduit à la bureaucratisation de la direction des entreprises; Mihailo Markovic, dans *Socialisme et autogestion* (1973), constatait que la société socialiste découlant du modèle soviétique stérilise l'univers politique en scindant les citoyens en sujets actifs (dirigeants) et en objets passifs (masse atomisée). Ainsi a-t-on constaté en Yougoslavie une confiscation du processus de décision, à travers un appareil de fonctionnaires et de règles dont la complexité est devenue incontrôlée. Cela s'est accompagné d'une professionnalisation croissante de la vie politique, de l'isolement d'une couche sociale omnipotente dont le pouvoir souverain sur la répartition et l'utilisation de la production masque la résurgence de privilèges et justifie la perpétuation de l'exploitation.

L'autogestion ne peut donc se définir que comme la négation dialectique à la fois du centralisme bureaucratique et du spontanéisme, vouée à un incessant mouvement de balancier. La spontanéité incontrôlée dégénère aisément en anomie et les travailleurs ne sauraient s'en remettre toujours à l'octroi par l'État d'une providentielle libération. L'entreprise autogérée implique un système politique où, à chaque niveau, les producteurs exercent la direction rationnelle du processus social en possédant l'autonomie maximale compatible avec l'autorégulation de l'ensemble. À l'intersection du plan et du marché. En tant qu'unité économique de base, l'entreprise autogérée postule un équilibre entre la planification sociale et les lois du marché.

Ce système suppose le renoncement à la direction centraliste des unités de production, qui transforme la nécessaire coordination réalisée par le plan en programmation rigide et autoritaire. Selon la loi de 1946 qui définissait le statut de l'entreprise d'État en Yougoslavie, l'entreprise n'était qu'un organe d'exécution confié à la responsabilité d'un directeur nommé. Le dirigeant administratif exécutif avait même pouvoir pour annuler ou suspendre les ordres du directeur. En outre, le système de planification autoritaire a tendance, en dehors de périodes d'intense mobilisation collective, à sécréter le sous-emploi des capacités et le gaspillage en chaîne. Jacek Kuron et Karol Modzelewski ont montré comment l'appareil bureaucratique tend à servir d'alibi au freinage, à la détérioration de la qualité, à la sous-évaluation du potentiel technologique. Ce n'est pas un défaut d'organisation, mais la logique du système qui est en cause. Dans les années 1950-1953, l'État yougoslave a affirmé vouloir renoncer à la conception et au contrôle des programmes de production, puis à la centralisation totale des moyens financiers. En 1958, les entreprises

ont pu disposer, en principe librement, de leurs revenus. Après 1965, l'autogestion s'est développée dans le cadre des unités de travail. Plusieurs mutations fondamentales étaient annoncées :

- À la tutelle centralisatrice, l'autogestion a voulu substituer le pouvoir des «collectifs de travail»; sur le plan économique, selon l'expression de Branko Horvat (1973), «le collectif s'est qualifié pour l'exercice des fonctions de l'entrepreneur».
- Par le rétablissement de certains aspects limités de l'économie de marché, liée à une planification indicative, le produit social devait résulter de l'activité interdépendante des entreprises autogérées.
- En fonction du principe de la disposition du revenu, les travailleurs étaient censés gérer eux-mêmes les fruits de leur travail. Ils étaient ainsi incités à accroître leurs revenus, «tandis que le marché les contraint à réaliser le produit social par une productivité accrue du travail et en général avec une plus grande efficacité» (Drago Gorupic, 1969).
- L'État dirigeant et organisateur devait s'effacer au profit des producteurs, mais conserver un rôle régulateur afin d'éviter l'effet bien connu des cycles économiques (en orientant les investissements, en opérant des transferts, en contrôlant certains prix, en garantissant un salaire minimal, en incitant à l'harmonisation des taux et des échelles de rémunérations par le biais des conventions collectives).

Optimiser le système sociotechnique

L'idée d'autogestion n'a pas pu éluder le problème de la division du travail à l'intérieur de l'organisation. Comme le fit remarquer Veljko Rus (1970), si les travailleurs restent soumis dans leurs tâches quotidiennes à des contraintes sociales et techniques inchangées, le droit de participer à la gestion reste un absurde formalisme.

Le procès de l'organisation traditionnelle du travail industriel est celui du principe du one best way taylorien énoncé dans Scientific Management : la stricte séparation entre la conception, laissée aux bureaux d'études, et l'exécution, réduite à un ensemble d'opérations simples, est postulée comme condition de fonctionnement optimal du système. Il s'ensuit, dans la logique de Taylor, une extrême parcellisation des tâches, la réduction du travail à un ou plusieurs gestes de courte durée, la répétitivité maximale, une spécialisation étroitement limitée aux besoins de la machine et la surveillance permanente d'un corps d'encadrement. Ses conséquences sont bien connues: l'accroissement de la production n'est obtenu qu'au prix du surmenage des ouvriers ; la monotonie des tâches s'accompagne d'usure physique et nerveuse; le travailleur est réduit à un automate incapable de concevoir la finalité de sa tâche, réprimé par un contrôle obsédant et rivé en définitive au bas de l'échelle sociale. Les bureaucraties socialistes n'ont en fait guère remis en question l'«efficacité» du système taylorien. Pourtant, ce système est incompatible avec une autogestion complète: il se fonde sur une physique sociale qui présuppose que le travailleur n'a pas d'autre motivation psychologique que l'incitation salariale. Cet hédonisme primaire méconnaît ce que le professeur F. Herzberg (Le Travail et la nature de l'homme , 1971) a appelé les «motivateurs du travail»: l'accomplissement, la reconnaissance par autrui, le processus de travail, la responsabilité et la possibilité de progresser. Mais il ne suffit pas, comme le préconise l'école des relations humaines, d'agir sur les rapports sociaux en créant un «climat de communication»; il faut intégrer ces motivateurs dans l'organisation, ce qui suppose la restructuration des tâches. Les industriels se sont ainsi aperçus que le système de Taylor comporte des dysfonctions nuisibles: accroissement des gaspillages, turnover , absentéisme, baisse du rendement, autant de signes de réactions défensives à l'égard de la robotisation et de la «pollution mentale».

Les expériences du Tavistock Institute, menées par E. L. Trist (1963) dans des houillères britanniques, ont montré que l'autogestion technique était possible: dans des ateliers semi-mécanisés, la division taylorienne entraîne des difficultés de coordination entre équipes, la multiplication des conflits sur les taux de rémunération et l'intolérance du contrôle purement disciplinaire. La constitution d'un groupe fondé sur l'autocontrôle, la polyvalence et l'allocation de primes globales transforment la fonction d'encadrement en fonction d'assistance et diminuent les dysfonctions attachées au taylorisme (absentéisme et baisses de rendement notamment). Outre les applications du Tavistock dans de nombreux secteurs, les esquisses de transformation se sont multipliées: les expériences de valorisation des tâches chez Fiat en 1971, celles de

groupes «semi-autonomes» chez Philips aux Pays-Bas dès 1960 et en Norvège. La définition des postes dans le cas de la raffinerie Shell (relaté par Paul Hill, 1971) montre qu'une des conditions essentielles de ce type d'autogestion réside dans la volonté d'optimiser conjointement le système technique et le système social, ce qui peut impliquer de renoncer parfois à exploiter toutes les possibilités de la technique pour intégrer dans les tâches le maximum d'initiative et de créativité humaines. Tout en ne remettant certes pas en cause la nature du pouvoir dans l'entreprise, de telles expériences ont prouvé qu'il est vain de renvoyer la libération sur le lieu de travail à l'ère mythique de l'automatisation généralisée.

Une nouvelle répartition du pouvoir

L'autogestion suppose une refonte du pouvoir dans l'entreprise et se présente communément comme un renversement du schéma traditionnel de l'autorité. L'autorité-propriété, droit d'user et d'abuser qui définit l'entreprise capitaliste, doit faire place à la propriété sociale des moyens de production, qui n'est ni propriété privée ni propriété d'État. Les attributs de la propriété éclatent ainsi entre différents centres de décision: le plan, la région ou la commune, l'entreprise. La propriété comme bien marchand, utilisée pour valoriser un capital, est remplacée par l'usage des moyens de production au bénéfice d'une collectivité de travail qui devient libre et responsable de la mise en valeur sociale du capital initial. En cas de non-rentabilité, la commune assume la tutelle, sanctionnant ainsi la mauvaise gestion du collectif. Il faut reconnaître que l'acte d'appropriation collective par la nation reste le préalable fondamental, qui disqualifie la prétention à autogérer l'entreprise en régime capitaliste. Mais la propriété sociale reste vaine si, à l'intérieur de l'entreprise, l'autorité fondée sur la compétence ou sur la délégation de pouvoirs ne fait pas place à une appropriation collective de la décision. Le mot d'ordre «tout le pouvoir aux conseils ouvriers» ne résout pas le problème de la structure du pouvoir dans l'entreprise: en aval et en amont, la question de la décentralisation maximale de la décision resurgit. L'appareil institutionnel peut, en effet, faire écran à l'exercice du pouvoir par l'ensemble des travailleurs: l'un des principes de l'autogestion est précisément la révocabilité de tout mandataire de la collectivité de travail. De même, l'élection, même la plus ouverte, ne saurait dispenser l'élu du contrôle par la base de l'exercice du pouvoir dont il est dépositaire. Il reste que le processus électif a lui-même des limites: toute entreprise implique une hiérarchie de services fonctionnels dont la compétence risque de servir d'alibi aux abus technocratiques. Le renversement de l'autorité ne signifie pas l'exercice de la démocratie directe; entre l'utopie du «groupe de fusion» (Sartre) comme mode permanent d'organisation et la confiscation du pouvoir par la structure administration-directeur, l'autogestion suppose le difficile équilibre d'un système de «répartition polyarchique de l'autorité» (Drago Gorupic) en vertu duquel le pouvoir serait distribué de façon égale de l'assemblée des travailleurs à la structure directoriale, en passant par le conseil ouvrier.

Peut-on en conclure, comme Yvon Bourdet, que, dès lors, une telle autogestion ne serait qu'une variante de la cogestion ? Par les décrets de mars 1963, qui instituèrent l'autogestion dans les «biens vacants», le gouvernement algérien a cherché, en effet, à concilier l'aspiration des masses à poursuivre l'expérience commencée dès l'indépendance, par le biais des comités de gestion, et la garantie d'une saine gestion grâce à la tutelle d'un directeur qui disposait, entre autres, du droit de veto à l'égard «des plans d'exploitation et de développement non conformes au plan national». Il ne faut pourtant pas oublier que le transfert intégral de la souveraineté à l'assemblée des travailleurs ne garantit ni son exercice ni son efficacité.

Les réformes successives du statut de l'entreprise yougoslave, ainsi que le poids du parti unique et les rapports nationaux inégaux dans cet État pluriethnique, ont montré les limites d'une accession des producteurs de base à la responsabilité directe. En 1950, le renversement de la hiérarchie par la définition de la souveraineté des «collectifs de travail» et son exercice par les élus au conseil ouvrier et au comité de gestion fut accusé de créer un dualisme des pouvoirs qui, bien souvent, s'est effacé au profit de la toute-puissance du directeur, lui-même placé sous l'emprise politique du parti. La réforme de 1965 a posé le droit inaliénable des travailleurs à exercer la responsabilité directe dans la gestion: le statut de salarié devait se transformer en celui de travailleur-directeur et l'autogestion devait se décentraliser au niveau des unités de travail. Le pouvoir s'est réparti en une distribution complexe qui a parfois conduit à la multiplication des

conflits entre le haut et le bas et entre les unités de travail elles-mêmes. En 1968, le quinzième amendement constitutionnel a voulu donner au collectif de travail le droit de décider de façon autonome des formes de gestion et des conditions mêmes d'élection et de fonctionnement des institutions élues.

Problèmes

L'émergence spontanée des conseils ouvriers risque toujours de se heurter à une réaction centralisatrice: tels l'échec brutal des expériences hongroises en 1956, la répression camouflée de l'autogestion polonaise progressivement mise en tutelle à partir de 1957, le pourrissement volontaire de la décentralisation algérienne après l'éviction de Ben Bella, l'arrêt des comités de gestion en Tchécoslovaquie sous le coup de l'intervention militaire soviétique. La condition de survie de l'autogestion réside dans la volonté de l'État d'assumer un rôle pédagogique: c'est en aidant la classe ouvrière à faire l'apprentissage de l'autogestion que l'État peut, conjointement, accélérer le processus de *Selbstaufklärung*, ou auto-éducation et déprolétarisation continue, et contribuer à son propre dépérissement. Cela suppose l'octroi des moyens institutionnels de prise effective des décisions par les travailleurs autant que la diffusion d'une authentique culture de masse. Cette stratégie de rupture doit, en outre, être cohérente à tous les niveaux. La réforme de 1971 en Yougoslavie a tendu à introduire l'autogestion dans la superstructure politique, en démocratisant le gouvernement fédéral, en décentralisant le pouvoir au profit des républiques et des provinces, en ancrant l'autogestion dans les communes, unités sociopolitiques de base. L'obstacle majeur à l'autogestion a consisté dans le refus de l'État (agissant comme main prolongée du parti) de s'effacer au profit des producteurs en se contentant de préserver la société des déviations anormales.

Les constants «abus» de l'économie yougoslave (gaspillage, corruption, fraudes, investissements non justifiés, endettement généralisé), même s'ils ont paru s'accompagner pendant un certain temps d'une croissance du produit national, obligent à s'interroger sur la viabilité d'un système combinant le retour aux lois du marché et la socialisation du processus de production. S'il est utopique de penser que l'État puisse se dispenser d'intervenir dans l'économie, dans quelle mesure une régulation externe peut-elle compenser les dysfonctions internes du système? Il conviendrait sans doute, à long terme, de substituer au centralisme autoritaire un système reposant sur l'intégration des producteurs dans des associations d'organisations autogérées, ce qui accroîtrait leur solidarité sociale. Plus fondamentalement, un système socialiste n'est-il pas incompatible avec la survie de la «mentalité du profit»? Le marxiste américain P. Sweezy a analysé le développement des motivations, en rapport avec les lois du marché, comme la source de la dégénérescence et le retour aux rapports sociaux capitalistes. Toute mutation sur ce point n'aurait été possible qu'à la double condition que l'acquisition des biens matériels ne soit plus conçue comme le seul objectif du travailleur et que les producteurs acquissent une plus grande capacité d'influencer tous les secteurs de la vie sociale. Ce qui impliquait, en définitive, une révolution dans les mentalités et une réorientation de la croissance.

Différentes enquêtes ont prouvé que la participation aux structures de l'autogestion fut importante. Mais l'accès aux institutions est resté politiquement voire ethniquement sélectif. Outre l'irréductible taux d'indifférence parmi les représentants des travailleurs, on constatait la tendance à la formation d'une couche de permanents dont le pouvoir a fini par être légitimé en raison de la compétence dont ils ont fait preuve: le processus est évidemment cumulatif, et la révocabilité formelle n'y peut rien. Mais l'appareil institutionnel lui-même n'a pas paru avoir modifié fondamentalement l'équilibre du pouvoir dans l'entreprise; les études de Veljko Rus ont montré que la perception du pouvoir par les intéressés concordait avec sa distribution réelle: la répartition égalitaire postulée par le système cède souvent la place à une subordination des conseils d'autogestion au groupe formé par la haute direction assistée des services techniques. Les travailleurs ont peu usé de leur droit de référendum, et leur rôle s'est réduit à l'approbation des propositions présentées par des conseils transformés en courroies de transmission. Cette domination de la direction sur le collectif ne semble imputable ni aux complexités techniques ni au bas niveau de formation, ni à une réaction défensive à l'égard de l'anarchie menaçante; le divorce constaté entre une «participation institutionnalisée» et une «participation spontanée» (Rus) montre qu'il faut incriminer davantage les «tendances autoritaires» d'une autogestion qui a été plus imposée que réclamée.

La concentration aux mains du directeur de la compétence technique et des rapports privilégiés avec les organisations extérieures contribue alors à maintenir les structures d'autogestion en état d'isolement, tandis que la stimulation à une mobilisation autogestionnaire fait défaut. La réconciliation du producteur et du gestionnaire passe en fin de compte par une réappropriation de l'autogestion par la base. Telle est la ligne dans laquelle la Yougoslavie a longtemps tenté de persévérer, malgré les vicissitudes pour promouvoir un nouveau modèle de socialisme.

2. L'autogestion en pratique. L'expérience autogestionnaire Yougoslave

L'autogestion comme pratique sociale est apparue dans un pays se réclamant officiellement du marxisme-léninisme, qui a été institué depuis lors en référence obligée de l'autogestion. Imposé d'en haut, le système était fondé sur le rejet dogmatique de tout ce qui pouvait rappeler le capitalisme. Il s'agit de la première tentative sérieuse de récusation du modèle bureaucratique et étatique du cheminement vers le socialisme. La querelle Tito-Staline, à l'extérieur, et des mécontentements divers, à l'intérieur, obligèrent le Parti communiste yougoslave à imaginer un moyen de préserver les acquis de la guerre de libération, de conserver le contrôle du pays et de sauvegarder la cohésion de l'État. Les grandes diversités ethniques, économiques, historiques et autres caractérisant la Yougoslavie frappaient d'inefficacité le système centralisé de gouvernement et de gestion de l'économie introduit au lendemain de la guerre sur le modèle soviétique. L'autogestion était déjà expérimentée dans certaines entreprises; une loi fédérale sur la gestion par les collectifs ouvriers des entreprises économiques d'État et des groupements économiques supérieurs fut promulguée le 28 juin 1950. Parallèlement, un terme fut mis à la collectivisation de l'agriculture engagée en 1949 et les coopératives paysannes furent dissoutes en 1953. Simultanément, l'autogestion fut étendue aux communes à partir de 1952, puis progressivement à toute la vie sociale.

L'autogestion en Yougoslavie, à partir de 1950 et surtout dans les années 1965 et suivantes, est apparue comme un moyen d'industrialiser le pays à un coût humain et politique moindre que celui qu'a engendré la centralisation soviétique, qui était de toute façon inadaptée à la Yougoslavie, à sa diversité nationale, à sa spécificité culturelle et politique. Les entreprises, services et entités économiques autogérés devaient comprendre une assemblée générale représentant le personnel et éventuellement les usagers, un conseil de surveillance élu par l'assemblée et nommant lui-même un conseil de direction qui désignait à son tour un directeur. Selon la complexité de l'entreprise et sa taille, l'organisation comportait un et plus souvent deux paliers, parfois trois. Le principe mis en œuvre dans toute institution est celui de la souveraineté des membres. Sur le plan national (républicain et fédéral), les activités sont coordonnées selon des plans communs. Si l'autogestion dans l'entreprise signifie un mode de gestion décentralisé, dans la société c'est le refus de l'étatisme centralisateur et le souci de réunir le citoyen et le producteur. C'est aussi la rupture avec l'idée selon laquelle la possession du capital conférerait un pouvoir propre. La propriété sociale, exclusive de la propriété d'État ou de groupe, des moyens de production et d'échange, a été au cœur de l'autogestion yougoslave. Bien que l'exercice de l'autogestion soit collectif en principe, en fait les directeurs et les cadres techniques ont joué un rôle important.

En cas de mauvaise gestion et outre les amputations de salaire, les entreprises étaient passibles de trois types de mesures: l'assainissement, l'administration légale et la faillite. Mais le risque est demeuré constant en Yougoslavie de voir les travailleurs négliger les investissements au profit des revenus personnels. Les difficultés économiques et sociales qui en résultent font que la Yougoslavie, après une période de croissance exceptionnelle, a connu, en plus de l'inflation, un important taux de chômage, un fort courant d'émigration de la main-d'œuvre même qualifiée, une multiplication des grèves. L'autogestion n'a pas empêché la formation d'une «nouvelle classe» (Milovan Djilas) constituée par l'élite de ceux qui incarnent le mieux les valeurs ambiantes. On accuse parfois le système yougoslave de n'avoir jamais été, en fait, qu'une transition vers la restauration du capitalisme. L'autogestion yougoslave a aussi été soupçonnée de servir d'alibi à une oligarchie dirigeante. En toute hypothèse, elle a été élevée au rang de dogme et sacralisée.

L'autogestion yougoslave donne l'image d'une société relativement décentralisée et passe pour avoir affaibli la bureaucratie. La Ligue des communistes ne devait plus s'identifier avec l'appareil de l'État, se contentant d'être un facteur de cohésion de la société et de l'État fédéral. L'autogestion yougoslave a toujours été contrôlée par le parti unique et placée sous la protection de l'armée. C'est cette double emprise qui l'a conduite à tourner le dos à la démocratie pluraliste authentique et à la performance économique. Si le rôle économique de l'État a été modifié, il a continué à maîtriser la plupart des ressources d'investissement, et une partie du «surplus du travail» demeure «aliénée» au profit du pouvoir central et soustraite au contrôle des producteurs. La croissance occidentale a eu un rôle d'entraînement sur l'économie yougoslave. En réalité, l'autogestion yougoslave a connu une succession de phases de reprise en main par le centre et de ratés de la décentralisation. Cette recherche constante d'un équilibre est attestée par les fréquents remaniements constitutionnels.

Couronnant la législation autogestionnaire antérieure et modifiant la loi constitutionnelle de 1953, la Constitution de 1963 a officiellement reconnu le «statut d'autogestion» à toutes les formes de travail social, introduisant le principe de la rotation des titulaires de toutes les fonctions de direction, en renforçant le rôle de la commune dans l'ordre économique et politique. Toutefois, plusieurs réformes législatives (1965) et une série d'amendements constitutionnels (1968) ont refait de l'entreprise le rouage central de toute l'organisation économique, par un transfert partiel aux entreprises et en matière d'investissements des compétences détenues jusque-là par les instances politiques. La poursuite de la réforme constitutionnelle en 1971, doublée d'une crise politique interne grave, développa encore l'autonomie des collectivités de travail. La Constitution de 1974 passe pour avoir radicalisé l'autogestion et tend à élargir davantage le contrôle des travailleurs sur les managers. Ce texte pose le principe selon lequel les mécanismes du marché, remis en honneur à partir de 1960 et devenus facteurs de tensions et d'inégalités, doivent être remplacés par la concertation. Enfin, la loi du 25 novembre 1976 sur le travail associé renouvelle les bases juridiques de l'autogestion, au centre de laquelle se trouve désormais l'O.O.U.R., l'unité de travail associé de base. Il s'agit d'une institution assimilable à une unité de profit et d'investissement, dotée de la personnalité juridique et liée au reste de l'entreprise par un contrat d'association toujours révocable, disposant de la liberté d'organiser les conditions de travail et de décider de la répartition du revenu.

Le bilan de l'autogestion yougoslave socialiste est sévèrement jugé. Elle est considérée, alors que le pays se disloque, comme ayant été le paravent commode d'un volontarisme inavoué, source de régressions multiples. Accusée d'avoir ignoré le facteur temps et l'importance des coûts dans les processus productifs, et d'avoir stérilisé l'évolution de la pensée économique, elle est aussi dénoncée comme une imposture politique ayant joué le rôle de «main prolongée» du parti unique.

L'autogestion yougoslave, en multipliant les contraintes idéologiques, politiques et administratives, s'est engluée dans un fouillis quasi inintelligible de textes aussi proliférants qu'inefficaces. Les tares qui lui sont communément reprochées sont la corruption, l'incompétence, la gabegie, l'irresponsabilité et l'arbitraire. Il est vrai – et c'est un point qui est volontiers passé sous silence et omis – que l'autogestion yougoslave est restée obérée par l'héritage stalinien, qui a privé l'individu de la propriété et qui a enlevé à la société civile ses prérogatives, face à un parti totalitaire appuyé sur sa police et son armée, et disposant d'une justice subordonnée.

Le modèle yougoslave s'est discrédité; l'économie est devenue exsangue et la société plus conflictuelle que jamais. L'inflation, le chômage, l'endettement extérieur, les révoltes nationales sont les signes les plus manifestes de l'échec d'une autogestion inauthentique et confisquée. Conjuguée avec un État dictatorial et un parti omniprésent et devenu impotent, l'autogestion ne peut qu'être entraînée dans leur chute.

3. Les caractères généraux de l'autogestion

L'autogestion est d'abord une revendication du monde ouvrier dans l'entreprise, pour un autre type de gestion dans les organisations de travail, certes, mais aussi pour une autre forme de gouvernement dans la société. En pratique, la notion a été fortement teintée de marxisme et de corporatisme. Annexée par la

pensée socialiste, l'autogestion est aussi considérée comme un moyen de promouvoir un certain libéralisme.

L'autogestion dans l'économie et l'entreprise

L'autogestion implique un dépassement de la propriété étatique ou privée des moyens de production et de décision. C'est la remise en cause d'une rationalité fondée sur le profit et l'organisation hiérarchique. Dans cette optique, pour résoudre les contradictions de l'entreprise moderne, il convient de suivre une filière inverse de celle qui a résulté de la collusion du capitalisme et du taylorisme. La fonction directoriale est ramenée à sa dimension exclusivement technique, dégagée des implications de pouvoir sur les hommes. Toutefois, le rejet des structures de type hiérarchique ne doit pas conduire au «parlementarisme permanent» et n'empêche pas l'exclusion de l'autodiscipline collective. En revanche, le projet autogestionnaire au plan de l'entreprise récuse catégoriquement la dissociation des tâches de préparation, de conception, d'organisation et de décision, d'une part, et des tâches d'exécution pure et simple, d'autre part. Cette réorganisation de l'entreprise remet fatalement en question les attributs du droit de propriété classique hérité du droit romain. C'est ainsi qu'est appelé à disparaître «le commandement fondé sur la seule propriété des moyens matériels de production, sur la seule délégation de pouvoirs des propriétaires, qu'il s'agisse d'actionnaires ou de l'État» (Daniel Chauvey).

Partant de certains principes de l'autogestion, comme la libre entreprise, le marché, la restauration de la société civile face à l'État, les libertés du citoyen et du travailleur, la thèse de la plausibilité d'une forme d'autogestion dans un cadre libéral est parfois soutenue. Pour certains économistes, en effet, il existe dans la société capitaliste des mécanismes d'autorégulation susceptibles d'accéder aux aspirations autogestionnaires et de faciliter «le passage à un nouveau modèle de société fondé sur davantage de valeurs non marchandes et relationnelles» (Henri Lepage). Dans ce sens et pour autant que l'autogestion rejette les interférences et la tutelle de l'État, une économie autogérée serait même plus proche que les économies capitalistes actuelles d'une véritable économie de concurrence.

Un aspect problématique de l'autogestion est la place réservée à la nationalisation, en tant que préalable obligé et comme laboratoire de l'autogestion. D'une part, l'entreprise nationalisée constitue une négation du système de production capitaliste, poursuit d'autres buts que le profit, permet l'appropriation collective des principaux moyens de production, impose une autre logique plus propice à l'autogestion. Mais, d'autre part, la nationalisation reste trop liée au capitalisme et prisonnière de la conception bourgeoise de la propriété; elle ne modifie pas forcément les formes

4. Quelques réflexions du "Vent dans les steppes"

L'autogestion suppose toujours un travail sur soi pour ne pas reproduire les schémas de fonctionnement que la culture du système a façonné, car le monde est ce que nous sommes advenus ! Après avoir analysé plusieurs expériences autogestionnaires, il en ressort souvent le même problème : les travers personnels influent souvent de manière négative sur la vie de la communauté humaine autogérée parce qu'il n'y a pas une éthique de valeurs du cœur comme guide de l'action, des échanges, des relations aux hommes et aux choses; alors, c'est l'échec cinglant ! Il ne peut pas y avoir de monde nouveau dans des espaces autogérés si on n'a pas commencé individuellement une remise en question de soi-même par soi-même, pour reposséder dans l'absolu ces qualités intrinsèques à l'humain et qui permettent de gérer la vie de façon réfléchie, raisonnée et que nous appelons pour faire court : "un humanisme spiritualisé ou vie spirituelle libératrice" hors de toutes structures hiérarchiques, dogmatiques, règles, interdits, institution religieuse, idéologique, etc.

Ne faut-il pas se donner des moyens cohérents avec la fin ?

On peut admettre sémantiquement le terme de faire de « la "politique" » par chacun, c'est à dire la faculté de décision individuelle et non le choix arbitraire d'une poignée de démocrates qui s'occupent du gouvernement de la ville (grec, polis) en imposant leurs vues en fonction d'intérêts particuliers. Mais vu les détournements qu'accuse ce mot, nous l'éviterons car il sème la confusion. Le pouvoir réduit les hommes à des libertés publiques (jeu d'autorisations et d'interdits, puis de répressions), calcule froidement les

conditions de la misère (famine, chômage, etc.) et de l'esclavage citoyen. Par conséquent, il est par substance nuisible. La liberté de choix est une faculté humaine primordiale comme le défendait le philosophe existentialiste, Kierkegaard, car l'homme est un être « unique » irréductible à tout système, exprimé dans la célèbre phrase : «Ce qui est "officiel" est impersonnel, et à cause de cela, c'est la plus profonde insulte qui puisse être faite à une personne». La liberté de choix peut suivre deux courants : l'impulsion animale ou la réflexion.

La réflexion réfute les préjugés, les a priori gratuit fondé sur la haine, l'automatisme culturel inculqué par le groupe de pensée identitaire, en opposition politique viscérale à d'autres (histoire de lutte hégémonique) et qui, pour écarter le débat contradictoire et le débat de l'esprit, décrète le politiquement, le moralement et le philosophiquement correct ! —A ce propos, un outil comme la Ligue de Défense Inconditionnelle de la Liberté d'Expression, serait une forme de réplique intelligente à dresser face aux inquisiteurs modernes— La politique représentative, même dans une démocratie directe, reste l'emprise d'une minorité (tous pouvoirs confondus) sur la majorité. Il serait inadmissible d'englober tous les points de vue, les idées, les projets vers l'uniformisation. Ce type de démocratie, gardons-le en mémoire, reste politicienne et ne peut satisfaire les besoins diversifiés, les aspirations différentes relatives aux originalités du peuple. Chacun peut constater que la conquête du pouvoir s'immobilise vite dans la conservation du pouvoir et, l'homme n'est qu'un matériel humain pour servir les intérêts propres des dominateurs qui, depuis toujours, sont des systèmes religieux ou parareligieux reconnaissables à leurs besoin de contrôle et de répression des actes et des pensées des " citoyens-sujets ".

Un plan progressif de libération sociale à envisager ne serait-il pas de diminuer au maximum la mainmise, la domination des pouvoirs pour libérer des espaces d'expérimentations alternatives. La première des libérations est mentale, l'évasion de l'esprit est dite libération spirituelle, au sens non-religieux. Libérés du conditionnement mental, l'homme n'a plus peur. Dans cette optique, la démocratie (du grec dêmos, peuple et kratos, pouvoir) directe pourrait-elle être une transition provisoire ? La solidarité directe n'est-elle pas préférable car elle se base sur les savoir-faire des uns au service fraternel des autres sans aucune intention de prépondérance et permet naturellement d'aménager le passage vers la liberté totale, le temps de préparer patiemment et de façon réfléchie le futur à partir de la pierre angulaire de l'anarchie (absence de commandement).

Des moyens adaptés au contexte social.

Ces moyens, pour être efficaces et cohérents, ne peuvent tromper l'idéal de société anarchique, sans quoi, c'est par la contrainte morale donc la spoliation de la liberté de choix, que des hommes seraient amenés à suivre l'autogestion, la solidarité, ... qui doivent logiquement partir d'une conscience individuelle libre et se répandre dans la peuple à partir de ce que Chomsky appelle « la menace du bon exemple » hors des lois et des structures instituées. Il s'agit de communiquer autour d'elle par sa propre exemplarité (il y a autant d'exemplarités que la diversité d'individus) les moyens simples et pratiques de se débarrasser de la tyrannie : l'éveil des valeurs du " Fond Humain " pour dépasser tous conditionnements et inhibitions, sorte de barreaux solides d'invisibles murailles que façonne la culture du pouvoir. De l'adjonction des consciences personnelles viendra logiquement une conscience collective non-uniformisée. Contraire à toute doctrine et dogmatique, mais chatoyante de mille reflets colorés, pour imaginer des alternatives possibles selon la diversité des êtres humains et des projets de vie nourris « de la part d'humanité en soi » qui mèneront à la découverte de la liberté totale dans le respect de chaque singularité. Liberté totale populaire qui implique qu'elle se gagne par élan individuel libre comme le fruit de la volonté et de la conscience libres.

Au-delà du "faire de l'humanitaire" cherchons aussi à démonter, expliquer à l'opinion publique les causes des problèmes et proposons des solutions étudiées, à échelonner dans le temps pour éviter les risques de répercussions négatives sur d'autres innocents ailleurs, pour sortir de la philosophie théologique qui mélange les effets avec les causes. Soit devenir exemplaires, la vie concrète. Ce "faire le bien" devient démonstration plausible observable capable de suggérer qu'il est réaliste de remplacer l'idéologie instituée par la montée en civilité, dès qu'on se donne les moyens d'être humain. Cet intime moyen-là fait plus

qu'attirer les regards, il engendre la stimulation civile car le bon exemple donne envie de suivre le bon exemple.

5. Un exemple concret de l'autogestion dans une situation d'urgence : LA COMMUNE

Par Guy Debord, Raoul Vaneigem, Attila Kotányi

1. Il faut reprendre l'étude du mouvement ouvrier classique d'une manière désabusée, et d'abord désabusée quant à ses diverses sortes d'héritiers politiques ou pseudo-théoriques, car ils ne possèdent que l'héritage de son échec. Les succès apparents de ce mouvement sont ses échecs fondamentaux (le réformisme ou l'installation au pouvoir d'une bureaucratie étatique) et ses échecs (la Commune ou la révolte des Asturies) sont jusqu'ici ses succès ouverts, pour nous et pour l'avenir.

2. La Commune a été la plus grande fête du XIX^e siècle. On y trouve, à la base, l'impression des insurgés d'être devenus les maîtres de leur propre histoire, non tant au niveau de la déclaration politique "gouvernementale" qu'au niveau de la vie quotidienne dans ce printemps de 1871 (voir le jeu de tous avec les armes ; ce qui veut dire : jouer avec le pouvoir). C'est aussi en ce sens qu'il faut comprendre Marx : "la plus grande mesure sociale de la Commune était sa propre existence en actes".

3. Le mot de Engels : "*Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat*" doit être pris au sérieux, comme base pour faire voir ce que n'est pas la dictature du prolétariat en tant que régime politique (les diverses modalités de dictatures sur le prolétariat, en son nom).

4. Tout le monde a su faire de justes critiques des incohérences de la Commune, du défaut manifeste d'un appareil. Mais comme nous pensons aujourd'hui que le problème des appareils politiques est beaucoup plus complexe que ne le prétendent les héritiers abusifs de l'appareil de type bolchevik, il est temps de considérer la Commune non seulement comme un primitivisme révolutionnaire dépassé dont on surmonte toutes les erreurs, mais comme une expérience positive dont on n'a pas encore retrouvé et accompli toutes les vérités.

5. La Commune n'a pas eu de chefs. Ceci dans une période historique où l'idée qu'il fallait en avoir dominait absolument le mouvement ouvrier. Ainsi s'expliquent d'abord ses échecs et succès paradoxaux. Les guides officiels de la Commune sont incompetents (si on prend comme référence le niveau de Marx ou Lénine, et même Blanqui). Mais en revanche les actes "irresponsables" de ce moment sont précisément à revendiquer pour la suite du mouvement révolutionnaire de notre temps (même si les circonstances les ont presque tous bornés au destructif - l'exemple le plus connu est l'insurgé disant au bourgeois suspect qui affirme qu'il n'a jamais fait de politique : "c'est justement pour cela que je te tue").

6. L'importance vitale de l'armement général du peuple est manifestée, dans la pratique et dans les signes, d'un bout à l'autre du mouvement. Dans l'ensemble on n'a pas abdiqué en faveur de détachements spécialisés le droit d'imposer par la force une volonté commune. La valeur exemplaire de cette autonomie des groupes armés a son revers dans le manque de coordination : le fait de n'avoir à aucun moment, offensif ou défensif, de la lutte contre Versailles porté la force populaire au degré de l'efficacité militaire ; mais il ne faut pas oublier que la révolution espagnole s'est perdue, et finalement la guerre même, au nom d'une telle transformation en "armée républicaine". On pense que la contradiction entre autonomie et coordination dépendait grandement du degré technologique de l'époque.

7. La Commune représente jusqu'à nous la seule réalisation d'un urbanisme révolutionnaire, s'attaquant sur le terrain aux signes pétrifiés de l'organisation dominante de la vie, reconnaissant l'espace social en termes politiques, ne croyant pas qu'un monument puisse être innocent. Ceux qui ramènent ceci à un nihilisme de lumpenprolétariat, à l'irresponsabilité des pétroleuses, doivent avouer en contrepartie tout ce qu'ils considèrent comme positif, à conserver, dans la société dominante (on verra que c'est presque tout). "Tout l'espace est déjà occupé par l'ennemi... Le moment d'apparition de l'urbanisme authentique, ce sera de créer, dans certaines zones, le vide de cette occupation. Ce que nous appelons construction commence là. Elle peut se comprendre à l'aide du concept de trou positif forgé par la physique moderne." (Programme élémentaire d'urbanisme unitaire, I.S. 6)

8. La Commune de Paris a été vaincue moins par la force des armes que par la force de l'habitude. L'exemple pratique le plus scandaleux est le refus de recourir au canon pour s'emparer de la Banque de France alors que l'argent a tant manqué. Durant tout le pouvoir de la Commune, la Banque est restée une enclave versaillaise dans Paris, défendue par quelques fusils et le mythe de la propriété et du vol. Les autres habitudes idéologiques ont été ruineuses à tous propos (la résurrection du jacobinisme, la stratégie défaitiste des barricades en souvenir de 1848, etc.).

9. La Commune montre comment les défenseurs du vieux monde bénéficient toujours, sur un point ou sur un autre, de la complicité des révolutionnaires ; et surtout de ceux qui pensent la révolution. C'est sur le point où les révolutionnaires pensent comme eux. Le vieux monde garde ainsi des bases (l'idéologie, le langage, les mœurs, les goûts) dans le développement de ses ennemis, et s'en sert pour regagner le terrain perdu. (Seule lui échappe à jamais la pensée en actes naturelle au prolétariat révolutionnaire : la Cour des Comptes a brûlé). La véritable "cinquième colonne" est dans l'esprit même des révolutionnaires.

10. L'anecdote des incendiaires, aux derniers jours, venus pour détruire Notre-Dame, et qui s'y heurtent au bataillon armé des artistes de la Commune, est riche de sens : elle est un bon exemple de démocratie directe. Elle montre aussi, plus loin, les problèmes encore à résoudre dans la perspective du pouvoir des conseils. Ces artistes unanimes avaient-ils raison de défendre une cathédrale au nom de valeurs esthétiques permanentes, et finalement de l'esprit des musées, alors que d'autres hommes voulaient justement accéder à l'expression ce jour-là, en traduisant par cette démolition leur défi à une société qui, dans la défaite présente, rejetait toute leur vie au néant et au silence ? Les artistes partisans de la Commune, agissant en spécialistes, se trouvaient déjà en conflit avec une manifestation extrémiste de la lutte contre l'aliénation. Il faut reprocher aux hommes de la Commune de n'avoir pas osé répondre à la terreur totalitaire du pouvoir par la totalité de l'emploi de leurs armes. Tout porte à croire qu'on a fait disparaître les poètes qui ont traduit à ce moment la poésie en suspens de la Commune. La masse des actes inaccomplis de la Commune permet que deviennent "atrocités" les actes ébauchés, et que les souvenirs soient censurés. Le mot "ceux qui ont fait les révolutions à moitié n'ont fait que se creuser un tombeau" explique aussi le silence de Saint-Just.

11. Les théoriciens qui restituent l'histoire de ce mouvement en se plaçant du point de vue omniscient de Dieu, qui caractérisait le romancier classique, montrent facilement que la Commune était objectivement condamnée, qu'elle n'avait pas de dépassement possible. Il ne faut pas oublier que, pour ceux qui ont vécu l'évènement, le dépassement était là.

12. L'audace et l'invention de la Commune ne se mesurent évidemment pas par rapport à notre époque mais par rapport aux banalités d'alors dans la vie politique, intellectuelle, morale. Par rapport à la solidarité de toutes les banalités parmi lesquelles la Commune a porté le feu. Ainsi, considérant la solidarité des banalités actuelles (de droite et de gauche) on conçoit la mesure de l'invention que nous pouvons attendre d'une explosion égale.

13. La guerre sociale dont la Commune est un moment dure toujours (quoique ses conditions superficielles aient beaucoup changé). Pour le travail de "rendre conscientes les tendances inconscientes de la Commune" (Engels), le dernier mot n'est pas dit.

14. Depuis près de vingt ans, en France, les chrétiens de gauche et les staliniens s'accordent, en souvenir de leur front national anti-allemand, pour mettre l'accent sur ce qu'il y eut dans la Commune de désarroi national, de patriotisme blessé, et pour tout dire de "peuple français demandant par pétition d'être gouverné" (selon la "politique stalinienne" actuelle), et à la fin poussé au désespoir par la carence de la droite bourgeoise apatride. Il suffirait, pour recracher cette eau bénite, d'étudier le rôle des étrangers venus combattre pour la Commune : elle était bien, avant tout, l'inévitable épreuve de force où devait se mener l'action en Europe depuis 1848 de "notre parti", comme disait Marx.

THÈSES SUR LA RÉVOLUTION CULTURELLE. Guy Debord, juin 1958 Guy Debord

Extraits de la revue Internationale situationniste

1. Le but traditionnel de l'esthétique est de faire sentir, dans la privation et l'absence, certains éléments passés de la vie qui, par une médiation artistique, échapperaient à la confusion des apparences, l'apparence étant alors ce qui subit le règne du temps. Le degré de la réussite esthétique se mesure donc à une beauté inséparable de la durée, et tendant même à une prétention d'éternité. Le but des situationnistes est la participation immédiate à une abondance passionnelle de la vie, à travers le changement de moments périssables délibérément aménagés. La réussite de ces moments ne peut être que leur effet passager. Les situationnistes envisagent l'activité culturelle, du point de vue de la totalité, comme méthode de construction expérimentale de la vie quotidienne, développable en permanence avec l'extension des loisirs et la disparition de la division du travail (à commencer par la division du travail artistique).

2. L'art peut cesser d'être un rapport sur les sensations pour devenir une organisation directe de sensations supérieures. Il s'agit de produire nous-mêmes, et non des choses qui nous asservissent.

3. Mascolo a raison de dire ("Le Communisme") que la réduction de la journée de travail par le régime de la dictature du prolétariat est « la plus certaine assurance qu'il puisse donner de son authenticité révolutionnaire ». En effet, « si l'homme est une marchandise, s'il est traité comme une chose, si les rapports généraux des hommes entre eux sont des rapports de chose à chose, c'est qu'il est possible de lui acheter son temps ». Mascolo cependant conclue trop vite que « le temps d'un homme librement employé » est toujours bien employé, et que « l'achat du temps est le seul mal ». Il n'y a pas de liberté dans l'emploi du temps sans la possession des instruments modernes de construction de la vie quotidienne. L'usage de tels instruments marquera le saut d'un art révolutionnaire utopique à un art révolutionnaire expérimental.

4. Une association internationale de situationnistes peut être considérée comme une union des travailleurs d'un secteur avancé de la culture, ou plus exactement comme une union de tous ceux qui revendiquent le droit à un travail que les conditions sociales entravent maintenant ; donc comme une tentative d'organisation de révolutionnaires professionnels dans la culture.

5. Nous sommes séparés pratiquement de la domination réelle des pouvoirs matériels accumulés par notre temps. La révolution communiste n'est pas faite et nous sommes encore dans le cadre de la décomposition des vieilles superstructures culturelles. Henri Lefebvre voit justement que cette contradiction est au centre d'un désaccord spécifiquement moderne entre l'individu progressiste et le monde, et appelle romantique-révolutionnaire la tendance culturelle qui se fonde sur ce désaccord. L'insuffisance de la conception de Lefebvre est de faire de la simple expression du désaccord le critère suffisant d'une action révolutionnaire dans la culture. Lefebvre renonce par avance à toute expérience de modification culturelle profonde en se satisfaisant d'un contenu : la conscience du possible-impossible (encore trop lointain), qui peut être exprimée sous n'importe quelle forme prise dans le cadre de la décomposition.

6. Ceux qui veulent dépasser, dans tous ses aspects, l'ancien ordre établi ne peuvent s'attacher au désordre du présent, même dans la sphère de la culture. Il faut lutter sans plus attendre, aussi dans la culture, pour l'apparition concrète de l'ordre mouvant de l'avenir. C'est sa possibilité, déjà présente parmi nous, qui dévalorise toutes les expressions dans les formes culturelles connues. Il faut mener à leur destruction extrême toutes les formes de pseudo-communication, pour parvenir un jour à une communication réelle directe (dans notre hypothèse d'emploi de moyens culturels supérieurs : la situation construite). La victoire sera pour ceux qui auront su faire le désordre sans l'aimer.

7. Dans le monde de la décomposition nous pouvons faire l'essai mais non l'emploi de nos forces. La tâche pratique de surmonter notre désaccord avec le monde, c'est-à-dire de surmonter la décomposition par quelques constructions supérieures, n'est pas romantique. Nous serons des « romantiques-révolutionnaires », au sens de Lefebvre, exactement dans la mesure de notre échec.

« La critique et la création perpétuelle de la totalité de la vie quotidienne, avant d'être faites naturellement par tous les hommes, doivent être entreprises dans les conditions de l'oppression

présente, et pour ruiner ces conditions. Ce n'est pas un mouvement culturel d'avant -garde, même ayant des sympathies révolutionnaires, qui peut accomplir cela. Ce n'est pas non plus un parti révolutionnaire sur le modèle traditionnel, même s'il accorde une grande place à la critique de la culture (en entendant par ce terme l'ensemble des instruments artistiques ou conceptuels par lesquels une société s'explique à elle-même et se montre des buts de vie). Cette culture comme cette politique sont usées, ce n'est pas sans motif que la plupart des gens s'en désintéresse. La transformation révolutionnaire de la vie quotidienne, qui n'est pas réservée à un vague avenir mais placée immédiatement devant nous par le développement du capitalisme et ses insupportables exigences, l'autre terme de l'alternative étant le renforcement de l'esclavage moderne ; cette transformation marquera la fin de toute expression artistique unilatérale et stockée sous forme de marchandise, en même temps que la fin de toute politique spécialisée. Ceci va être la tâche d'une organisation révolutionnaire d'un type nouveau, dès sa formation. » Guy DEBORD